

Art. 13. De uitgaven van de Groep OIJB en van de instellingen worden uithetaald en vereffend zonder voorafgaande tussenkomst van het Rekenhof. Het Hof kan de comptabiliteit van de groep en van de instellingen ter plaatse nazien en te allen tijde elk bewijsdocument, staten, inlichtingen en verduidelijkingen over de inkomsten, de uitgaven alsook het tegoed en de schulden doen voorleggen.

Voor de kredieten bestemd voor de personeels-, de werkings- en de uitrustingsuitgaven om de Groep OIJB en de instellingen te stijven, zijn er specifieke basistoelagen voorzien die op de administratieve begroting van het ministerie van Cultuur en Sociale Zaken van de Franse Gemeenschap uitgeschreven zijn.

De kredieten van de diensten in afzonderlijk beheer zijn eveneens uitgeschreven op de begroting van het ministerie van Cultuur en Sociale Zaken.

Een basistoelage wordt daartoe ingesteld en bevat evenveel posities als instellingen.

De financiële middelen van de Groep OIJB en van elke instelling hebben deel aan de fusie voor de intrestberekening van de rekeningen geopend bij de kassier van de Franse Gemeenschap.

Art. 14. De ontvangsten uit activiteiten van de instellingen of van de Groep hebben een eigen bestemming.

De wijze waarop deze ontvangsten worden aangewend wordt bepaald door de Regering op de voordracht van de bevoegde minister.

Art. 15. De Groep OIJB stelt jaarlijks een verslag op over haar activiteiten en deze van de instellingen gedurende het voorbije dienstjaar. Dit verslag wordt voorgelegd aan de Regering door de bevoegde minister uiterlijk op 1 juni van elk jaar.

HOOFDSTUK V. — *Slotheptaling*

Art. 16. De Regering bepaalt de datum van de inwerkingtreding van dit decreet.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 10 april 1995.

De Minister-Voorzitster van de Regering van de Franse Gemeenschap,
belast met Ambtenarenzaken, Kinderwelzijn en Gezondheidspromotie,
Mevr. L. ONKELINX

De Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek, Hulpverlening aan de Jeugd
en Internationale Betrekkingen,
M. LEBRUN

De Minister van Begroting, Cultuur en Sport,
E. TOMAS

De Minister van Onderwijs en de Audiovisuele sector,
P. MAHOUX.

F. 95 — 1880

[C — WIN — 29261]

24 AVRIL 1995. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française portant exécution du décret du 22 décembre 1994 relatif à la publicité de l'administration

Le Gouvernement de la Communauté française;

Vu le décret du 22 décembre 1994 relatif à la publicité de l'administration, notamment les articles 2, 5, 8 et 11;

Vu l'accord du Ministre ayant le budget dans ses attributions, donné le 25 avril 1995.

Considérant que le décret du 22 décembre précité est entré en vigueur le 31 décembre 1994;

Considérant que la commission d'accès aux documents administratifs créée par l'article 8 du décret du 22 décembre 1994 déjà cité devrait pouvoir être saisie dès à présent des demandes de publicité ou de rectification;

Considérant qu'il y a urgence à ce que la commission d'accès aux documents administratifs créée par l'article 8 du décret du 22 décembre 1994 déjà cité puisse entreprendre ses travaux;

Vu l'article 3, § 1, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur proposition de la Ministre-Présidente chargée de la Fonction publique, de l'enfance et de la promotion de la santé;

Vu la délibération du Gouvernement du 24 avril 1995,

Arrête :

CHAPITRE Ier. — *Définitions*

Article 1er. Au sens du présent arrêté, il y a lieu d'entendre par :

— décret : le décret du 22 décembre 1994 relatif à la publicité de l'administration;

— commission : la commission d'accès aux documents administratifs au sein de la Communauté française, visée à l'article 8 du décret du 22 décembre 1994;

— fonctionnaires de la Communauté française : les agents nommés à titre définitif dans les Services du Gouvernement de la Communauté française et dans les personnes morales de droit public relevant de la Communauté française.

CHAPITRE II. — *Des demandes de consultation et de rectification*

Art. 2. Les demandes de consultation ou de copie de documents administratifs, visées à l'article 4 du décret, ainsi que les demandes de rectification de documents administratifs, visées à l'article 7 du décret, sont adressées à l'autorité administrative compétente, par envoi recommandé, à l'une des adresses suivantes :

- Services du Gouvernement de la Communauté française — Ministère de la Culture et des Affaires sociales : boulevard Léopold II 44, à 1080 Bruxelles;
- Services du Gouvernement de la Communauté française — Ministère de l'Éducation, de la Recherche et de la Formation : rue Royale 204, à 1010 Bruxelles;
- Commissariat général aux Relations internationales de la Communauté française : avenue Louise 65, à 1050 Bruxelles;
- Agence de Prévention du Sida : rue de Haerne 42, à 1060 Bruxelles;
- Office de la Naissance et de l'Enfance : avenue de la Toison d'Or 86, à 1060 Bruxelles;
- Fonds communautaire de garantie des bâtiments scolaires : rue de Namur 48, à 1000 Bruxelles;
- Radio-Télévision Belge de la Communauté française : boulevard Reyers 52, à 1040 Bruxelles;
- Centre Hospitalier Universitaire de Liège : Domaine universitaire du Sart Tilman, bte 35, à 4000 Liège.

Art. 3. La délivrance d'une copie d'un document administratif est soumise au paiement d'une rétribution fixée comme suit :

- 10 francs par page de document administratif copié.

CHAPITRE III. — *De la commission**Section 1re. — Procédure*

Art. 4. Les demandes individuelles visées à l'article 8, § 2, alinéa 1er, du décret sont adressées par envoi recommandé à La Poste, à l'adresse suivante :

Monsieur le Président de la Commission d'accès aux documents administratifs
Ministère de la Culture et des Affaires sociales
Boulevard Léopold II 44
1080 Bruxelles

Section 2. — Composition

Art. 5. Chaque membre de la commission est désigné pour un mandat renouvelable de quatre ans. Le secrétariat en est assuré par un agent des services du Gouvernement de la Communauté française.

Art. 6. § 1er. En cas d'empêchement ou d'absence d'un membre, celui-ci est remplacé par son suppléant.

Si un membre démissionne ou cesse pour une raison quelconque de faire partie de la commission, son suppléant achève le mandat.

§ 2. En cas d'empêchement ou d'absence du président, ou dans l'attente de son remplacement, ses missions sont remplies par le vice-président.

Section 3. — Fonctionnement

Art. 7. Dès réception par la commission d'une demande visée à l'article 8, § 2, alinéa 1er, du décret, le secrétaire transmet à l'autorité administrative compétente qui est tenue de communiquer à la commission tous les éléments de droit et de fait et tous documents et renseignements, qui ont motivé son refus de satisfaire la demande du requérant.

Art. 8. La commission peut, pour chaque point inscrit à son ordre du jour, décider d'entendre toute personne qu'elle estime utile à sa décision.

Art. 9. Le président de la commission fixe la date des réunions et en établit l'ordre du jour.

Art. 10. Le président dirige les débats.

Il signe, avec le secrétaire, toutes correspondances et avis au nom de la commission.

Art. 11. Le membre qui a un intérêt personnel à une délibération de la commission s'abstient. Il en est de même lorsqu'un de ses parents ou alliés jusqu'au quatrième degré a un pareil intérêt.

Le membre fonctionnaire dirigeant une entité administrative s'abstient lorsque la commission est appelée à délibérer sur des matières qui concernent l'entité administrative qu'il dirige.

Art. 12. Le secrétaire envoie au président et à chaque membre de la commission, pour chacune des réunions de celle-ci, une convocation contenant l'ordre du jour, accompagnée de la documentation nécessaire.

Chaque convocation est envoyée au moins trois jours ouvrables avant la date de la réunion.

Art. 13. La commission ne peut délibérer valablement que si son président ou son vice-président, ainsi que trois de ses membres, parmi lesquels doivent figurer au moins deux fonctionnaires désignés en application de l'article 5, sont présents.

Les avis sont donnés à la majorité simple des suffrages exprimés.

En cas de parité des voix, celle du président est prépondérante.

Art. 14. Dans le cas où la commission arrête un règlement d'ordre intérieur, celui-ci est publié au *Moniteur belge*.

Art. 15. Les avis émis par la commission sont motivés.

Art. 16. Le secrétaire transmet les procès-verbaux aux membres de la commission dans un délai de cinq jours à dater de la réunion.

Il transmet également, dans le même délai, l'avis à chaque demandeur et à l'autorité administrative concernée.

Les avis rendus à la demande d'une autorité administrative, sont transmis dans le même délai.

Les transmissions des avis visés aux alinéa 2 et 3 sont effectuées par pli recommandé à la poste

Section 4. - Jetons de présence

Art. 17. § 1er. La participation aux réunions de la commission donne droit, pour les membres non fonctionnaires à un jeton de présence dont le montant est fixé comme suit :

— Président : 1 200 FB;

— Autres membres : 1 000 FB.

Ces montants sont indexés le 1er janvier de chaque année.

§ 2. Les jetons de présence couvrent les travaux accessoires aux séances de travail.

CHAPITRE IV. - Dispositions finales

Art. 18. Les frais de fonctionnement de la commission et de son secrétariat sont pris en charge par le budget de la Communauté française.

Les frais afférents au traitement par la Commission des dossiers se rapportant aux personnes morales de droit public relevant de la Communauté française, donnent lieu à des remboursements à son budget des voies et moyens.

Art. 19. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 20. La Ministre-Présidente est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 24 avril 1995.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

Ministre-Présidente du Gouvernement de la Communauté française
chargée de la Fonction publique, de l'Enfance et de la Promotion de la Santé,

Mme L. ONKELINX

Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique,
de l'Aide à la jeunesse et des Relations internationales,

M. LEBRUN

Ministre du Budget, de la Culture et du Sport,

E. TOMAS

Ministre de l'Éducation et de l'Audiovisuel,

Ph. MAHOUX

VERTALING

N. 95 - 1880

24 APRIL 1995. - Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot uitvoering van het decreet van 22 december 1994 betreffende de openbaarheid van het bestuur

De Regering van de Franse Gemeenschap, ..

Gelet op het decreet van 22 december 1994 betreffende de openbaarheid van het bestuur, inzonderheid op de artikelen 2, 5, 8 en 11;

Gelet op het akkoord van de Minister tot wiens bevoegdheid de begroting behoort, gegeven op 25 april 1995;

Overwegende dat het voornoemde decreet van 22 december 1994 in werking treedt op 31 december 1994;

Overwegende dat bij de Commissie voor de toegang tot bestuursdocumenten opgericht bij het artikel 8 van het reeds genoemde decreet van 22 december 1994 vanaf nu aanvragen tot openbaarheid of rechtzetting aanhangig zouden kunnen worden gemaakt;

Overwegende dat er een dringend noodzakelijkheid bestaat om de Commissie voor de toegang tot bestuursdocumenten opgericht bij het artikel 8 van het reeds genoemde decreet van 22 december 1994 haar werkzaamheden te laten aanvangen;

Gelet op het artikel 3, § 1, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister-Voorzitzer belast met de ambtenarenzaken, het kind en de gezondheids-promotie;

Gelet op de door de Regering na de beraadslaging van 24 april 1995 genomen beslissing,

Besluit :

HOOFDSTUK I. - Definities

Artikel 1. In de zin van dit besluit dient te worden verstaan onder :

- decreet : het decreet van 22 december 1994 betreffende de openbaarheid van het bestuur;

- commissie : de Commissie voor de toegang tot de bestuursdocumenten binnen de Franse Gemeenschap, bedoeld bij artikel 8 van het decreet van 22 december 1994;

- ambtenaren an de Franse Gemeenschap : de ambtenaren die vast benoemd zijn in de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap en in de publiekrechtelijke rechtspersonen die onder de Franse Gemeenschap ressorteren.

HOOFDSTUK II. - *Over de aanvragen tot raadpleging en rechtzetting*

Art. 2. De aanvragen tot raadpleging of afschrift van bestuursdocumenten, bedoeld bij het artikel 4 van het decreet, alsook de aanvragen tot rechtzetting van bestuursdocumenten, bedoeld bij artikel 7 van het decreet, dienen te worden gericht naar de bevoegde bestuursverheid, per aangetekende brief, op een van de volgende adressen :

- Services du Gouvernement de la communauté française - Ministère de la Culture et des Affaires sociales : boulevard Léopold II, 44 te 1080 Brussel;
- Services du Gouvernement de la Communauté française - Ministère de l'Éducation, de la Recherche et de la formation : rue royale 204, te 1010 Brussel;
- Commissariat général aux Relations internationales de la Communauté française de prévention du Sida : rue de Haerne 42, te 1060 Brussel;
- Office de la Naissance et de l'enfance : avenue de la Toison d'Or 86, te 1060 Brussel;
- Fonds communautaire de garantie des bâtiments scolaires : rue de Namur 48, te 1000 Brussel;
- Radio-Télévision Belge de la Communauté française : boulevard Reyers 52, te 1040 Brussel;
- Centre Hospitalier Universitaire de Liège : Domaine universitaire du Sart tilman, bte 35, te 4000 Luik.

Art. 3. Het uitreiken van een afschrift van een bestuursdocument is onderworpen aan de betaling van een retributie die als volgt wordt bepaald :

- 10 BF per afschrift van pagina van een bestuursdocument.

HOOFDSTUK III. - *Over de commissie**Sectie 1. - procedure*

Art. 4. De individuele aanvragen bedoeld bij artikel 8, § 2, lid 1 van het decreet dienen te worden gericht bij een ter post aangetekende brief naar het volgend adres :

Monsieur le président de la Commission d'accès aux documents administratifs, Ministère de la Culture et des Affaires sociales, boulevard Léopold II 44, 1080 Bruxelles.

Sectie 2. - Samenstelling

Art. 5. Ieder lid van de commissie is aangewezen voor een vernieuwbaar mandaat van vier jaar. Het secretariaat ervan wordt waargenomen door een ambtenaar van de diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap.

Art. 6. § 1. Bij verhindering of afwezigheid van een lid wordt hij door zijn plaatsvervanger vervangen.

Indien een lid ontslag neemt of om het even welke reden geen lid meer is van de commissie, voleindigt zijn plaatsvervanger zijn mandaat.

§ 2. Bij verhindering of afwezigheid van de voorzitter, of in afwachting van zijn vervanging, worden zijn opdrachten door de ondervoorzitter uitgevoerd.

Sectie. - Werking

Art. 7. Bij de ontvangst door de commissie van een aanvraag bedoeld bij artikel 8, § 2, lid 1 van het decreet, zendt de secretaris de aanvraag naar de bevoegde bestuursverheid die ertoe gehouden is de commissie op de hoogte te brengen van al de elementen in rechte en in feite die het weigeren van de voldoening aan de aanvraag verantwoorden.

Art. 8. Voor ieder punt van de agenda mag de commissie beslissen welke persoon ook te laten verschijnen als zij het nuttig acht om haar beslissing te nemen.

Art. 9. De voorzitter van de commissie stelt de datum van de vergaderingen en de agenda ervan vast.

Art. 10. De voorzitter leidt de debatten.

Hij ondertekent samen met de secretaris, alle briefwisseling en adviezen uit naam van de commissie.

Art. 11. Het lid dat een persoonlijk belang heeft in een beraadslaging van de commissie onthoudt zich. zo gaat het ook als een van zijn bloedverwanten of aanverwanten tot in de vierde graad een dergelijk belang heeft.

Het lid dat leidend ambtenaar is van een bestuursverheid onthoudt zich wanneer de commissie geroepen is om te beraadslagen over aangelegenheden die betrekking hebben op de bestuursverheid waarover hij de leiding heeft.

Art. 12. de secretaris stuurt naar de voorzitter en naar ieder lid van de commissie, voor iedere vergadering van de commissie, een oproeping waarbij de agenda gevoegd is, met inbegrip van de noodzakelijke documentatie.

Iedere oproeping wordt minstens drie werkdagen voor de datum van de vergadering gestuurd.

Art. 13. De commissie kan enkel geldig beraadslagen als haar voorzitter of haar ondervoorzitter, alsook drie van haar leden, onder wie minstens twee ambtenaren aangewezen in toepassing van artikel 5, aanwezig zijn.

De adviezen worden uitgebracht bij enkele meerderheid der uitgebrachte stemmen.

Bij gelijkheid van stemmen, is de stem van de voorzitter beslissend.

Art. 14. Indien de commissie een huishoudelijk reglement bepaalt, wordt het in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt.

Art. 15. De door de commissie uitgebrachte adviezen dienen te worden gemotiveerd.

Art. 16. De secretaris zendt de notulen naar de leden van de commissie over binnen een termijn van vijf dagen na de vergadering.

Ook hij zendt, binnen dezelfde termijn, het advies over naar iedere aanvrager en naar de betrokken bestuursverheid.

De op aanvraag van een bestuursverheid uitgebrachte adviezen worden overgezonden binnen dezelfde termijn.

Deze overzending gebeurt bij een ter post aangetekende brief.

Sectie 4. - Presentiegeld

Art. 17. § 1. Het deelnemen aan de vergaderingen van de commissie geeft recht, voor de leden die geen ambtenaren zijn, tot een presentiegeld waarvan het bedrag als volgt bepaald is :

- Voorzitter : 1200 BF.

- Andere leden : 1000 BF.

Deze bedragen worden geïndexeerd op 1 januari van elk jaar.

§ 2. Het presentiegeld dekt ook de bijkomende werkzaamheden.

HOOFDTUK IV. - Slotbepalingen

Art. 18. De werkingskosten van de commissie en van haar secretariaat worden ten laste genomen door de begroting van de Franse Gemeenschap.

De kosten in verband met de behandeling door de commissie van de dossiers die betrekking hebben op de publiekrechtelijke rechtspersonen die onder de Franse Gemeenschap ressorteren, geven recht op terugbetalingen op haar middelenbegroting.

Art. 19. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 20. De Minister-voorzitster is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 24 april 1995.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister-Voorzitter van de Franse Gemeenschap,

belast met de Ambtenarenzaken, het Kinderwelzijn en de Gezondheidspromotie,

Mevr. L. ONKELINX

De Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek,

Hulpverlening aan de Jeugd en Internationale Betrekkingen,

M. LEBRUN

De Minister van Begroting, Cultuur en Sport,

E. TOMAS

De Minister van Onderwijs en de Audiovisuele sector,

P. MAHOUX

REGION WALLONNE - WALLONISCHE REGION - WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

[C - 27340]

F. 95 - 1881

23 MARS 1995. - Arrêté du Gouvernement wallon fixant les critères d'octroi des interventions d'aide sociale aux enfants non scolarisables à charge du Fonds communautaire pour l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret II du 22 juillet 1993 relatif au transfert de l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne;

Vu le décret de la Communauté française du 3 juillet 1991 relatif à l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées, notamment l'article 6, 14°;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 1er mars 1995;

Vu l'avis du Conseil consultatif wallon pour les personnes handicapées;

Vu l'avis de l'Inspection des finances du 3 octobre 1994;

Vu l'accord du Ministre du Budget,

Arrête :

Article 1er. Le présent arrêté règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128, § 1er, de celle-ci.

Art. 2. Dans la limite des crédits disponibles, le Fonds communautaire pour l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées peut accorder une aide matérielle aux enfants handicapés qui sont admis au bénéfice des dispositions du décret du 3 juillet 1991 relatif à l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées qui fréquentent, en qualité d'enfants non-scolarisables, un internat ou un semi-internat agréés conformément à la législation relative au Fonds de soins médico-socio-pédagogiques.

Art. 3. L'intervention du Fonds ne peut être accordée que pour des frais :

1° qui concourent de façon sensible à l'intégration sociale de l'enfant, c'est-à-dire qui favorisent notamment son maintien en famille et ses contacts sociaux;

2° qui constituent des dépenses supplémentaires à celles qu'un enfant non handicapé encourt dans des circonstances analogues.

Art. 4. L'aide matérielle peut couvrir tout ou partie des frais exposés.

Art. 5. Les décisions relatives à l'aide matérielle sont prises en tenant compte des particularités de chaque cas, notamment de l'importance et de la nature des frais exposés, leur degré de nécessité, leur coût normal et du montant des interventions légales et réglementaires dont bénéficie ou peut bénéficier la personne handicapée.

Art. 6. Le présent arrêté produit ses effets au 1er janvier 1995.

Art. 7. Le Ministre de l'Action sociale, du Logement et de la Santé est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 23 mars 1995.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, des P.M.E. des Relations extérieures et du Tourisme,
R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Action sociale, du Logement et de la Santé,
W. TAMINIAUX